

l'éveil

de la Haute-Loire

0,55 €

100 pages

100 pages



Poutès vers l'effacement



Le pont de Poutès, construit en béton, s'efface dans le paysage.



Contrôle des agents de la Gendarmerie nationale.



Rapport Philippart : "La disparition du barrage de Poutès s'impose"

C'est un rapport qui était attendu : le rapport Philippart du nom du médiateur de l'université de Liège nommé par le gouvernement pour une mission d'expertise sur le barrage de Poutès et la problématique du saumon.

Ce rapport demandé par le MEEDDAT (ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire) à Jean-Claude Philippart recommande tout simplement la disparition de l'ouvrage hydroélectrique. Le scientifique a rendu au mois de juillet dernier ses conclusions dans un document d'une centaine de pages. La décision finale appartient désormais au ministre de l'environnement et du développement durable Jean-Louis Borloo qui doit trancher.

L'une des conclusions indique que "dans sa configuration structurelle et fonctionnelle et dans celle proposée dans la demande EDF de renouvellement de la concession, le barrage de Poutès constitue un obstacle majeur au succès du sauvetage du grand saumon de la Loire tel que basé sur la stra-



tégie de gestion développée en 2008 qui repose sur une maximalisation de la reproduction naturelle des saumons adultes dans les habitats de frayère du haut Allier. La disparition de ce barrage s'impose donc".

Néanmoins, le rapport préconise que "pour maintenir la plus grande part de la production d'hydroélectricité à l'usine de Monistrol, il existe une solution alternative formulée par EDF qui consiste à remplacer le barrage actuel par un nouvel ouvrage de prise d'eau beaucoup moins élevé et qui serait rendu totalement transparent au passage du saumon et des autres poissons migrateurs". Cette nouvelle prise d'eau "serait constituée d'un seul un peu moins élevé formé d'une structure gonflable abaissable en période de hautes eaux et équipé d'ouvrages appropriés de franchissement par le saumon en montaison et dévalaison", indique le rapport.

Toutefois, le rapport prend soin de préciser que "la suppression du barrage de Poutès est un geste fort mais insuffisant seul pour sauver le saumon de la Loire et qui doit donc impérativement être accompagné d'un ensemble de mesures".

De la même façon, le rapporteur se prononce pour un "ensemble d'actions concrètes d'appui au développement socio-économique local au moins pour compenser la perte d'une part des taxes professionnelles habituellement perçues et à travers la construction d'équipements collectifs liés à la rivière (stations d'épuration, accueil touristique...)"

CARACTÈRE HAUTEMENT SYMBOLIQUE

Jean-Claude Philippart avait rencontré au mois de mai dernier partisans et opposants de la démolition. L'un des partisans

avait-il déjà deviné l'issue des conclusions ?

A maintes reprises, Roberto Epple, président de SOS Loire vivante, s'exclamait : "Mettez les bouteilles au frais".

Mercredi dernier, les parlementaires de Haute-Loire avaient rendez-vous avec le directeur de cabinet du ministre Borloo, Jean-François Carencio dont les origines familiales se situent dans la région du haut Allier. Le député Jean Proriol et le sénateur Jean Boyer lui ont redit tout le mal qu'ils pensaient d'un possible effacement.

Lors de la réunion des producteurs hydroélectriques au Puy samedi dernier, les sénateurs Jean Boyer et Adrien Gouteyron avaient déjà redit leur hostilité à la démolition du barrage : "la Haute-Loire ne veut pas perdre ses richesses existantes sans parler du coût de déconstruction de 14 millions d'euros", soulignait Jean Boyer qui se demandait dans nos colonnes il y a quelques semaines "ou est la vérité?". Adrien Gouteyron refusait pour sa part que Poutès serve de "monnaie d'échange".

Jean Proriol résume le contenu de la rencontre de cette semaine : "M. Carencio nous a répétés qu'aucune décision n'était prise. L'Etat reprenait la main dans ce dossier depuis l'expiration de la concession. Nous n'avons pas du tout commenté le rapport Philippart qui n'a absolument pas été mis en avant par le Cabinet de JL Borloo, on nous a dit que ce n'est plus un problème de saumon. Au cours de notre conversation, le mot "Symbole" a été prononcé". Les élus ont fait remarquer que si l'effacement est symbolique, toutes les collectivités (Conseil Régional, Conseil Général, communes, SMAT, ANEM, organismes consulaires...) avaient émis un avis favorable à un renouvellement encadré dans le temps et le plus souvent avec des clauses de revoyure.

Les parlementaires ne sont pas prêts en tous les cas "d'avaloir l'effacement de Poutès où seulement 6 saumons sont passés cette année", indiquent-ils. "Seul 1,22 %



Jean-Claude Philippart de l'université de Liège avait servi de médiateur.

des 492 saumons comptabilisés à Vichy ont atteint Poutès. En moyenne sur les 5 dernières années, 74,19 % des saumons ayant franchi Vichy n'ont jamais atteint Langeac", indiquait Jean Proriol qui s'interrogeait : "Au vu des chiffres, des données sanitaires sur l'état des saumons à Vichy, mais aussi de la prolifération de silures, prédateurs redoutables et opportunistes puisque cette année il est passé plus de silures à Vichy que de saumons : 499 contre 492, comment accuser Poutès d'être responsable de la disparition du saumon sur l'axe Loire Allier?" Et de conclure : "L'avis de Gilles Boeuf, professeur et membre du conseil scientifique auprès du MEEDDM et sa conclusion pointe bien les autres problèmes en mer et en eau douce et reconnaît le caractère "hautement symbolique" de l'opération Poutès..."

Toujours est-il que les parlementaires affichent leur mobilisation et leur volonté intacte de combattre une quelconque hypothèse de démolition et veulent croire que le ministre leur donnera raison.

Jérôme BAY